



## Via Stella

### **Préalable des élus UNSA et SNJ à la suite de l'interview aux « Echos » de la présidente de France télévisions.**

La présidente de France Télévisions annonce une nouvelle cure d'austérité sans précédent : **150 millions d'euros d'économies dès l'année prochaine**, un niveau jamais atteint. Cette annonce intervient alors que les dotations publiques reculeront encore en 2026, avec **65 millions d'euros de moins**, après déjà **500 millions d'euros de baisse en dix ans**. Une décennie de coupes qui a déjà profondément fragilisé les équipes et les missions du service public.

Pour faire face à ce nouveau tour de vis, la direction confirme vouloir **tailler dans tous les postes** :

- **Les effectifs**, qu'elle juge encore « compressibles » ;
- **L'accord collectif**, dénoncé cet été et désormais considéré comme « trop rigide » ;
- **Les programmes**, pourtant cœur de la mission de service public ;
- **La création**, avec une baisse pouvant aller de **20 à 60 millions d'euros**, un recul historique ;
- **Les droits sportifs**, dont certains pourraient être revendus ;
- **L'offre de proximité**, en régions et en Outre-mer, mise en danger.

La présidente assume que **“aucun tabou” n'est possible**, y compris sur ce qui fait l'identité même du service public : la diversité éditoriale, la production interne, l'information de proximité, les rédactions, la création et la culture.

### **Pour les salariés, ce discours sonne comme un avertissement :**

- **nouvelles suppressions de postes,**
- **moins de production,**
- **moins de moyens,**
- **plus de pression sur les métiers,**
- **une précarisation croissante.**

Alors que la direction parle de « devoir d'exemplarité », les personnels, eux, voient surtout s'accumuler les sacrifices, sans aucune garantie sur l'avenir du groupe ni sur la sauvegarde des missions de service public.

Dans ce contexte, **le rôle des représentants du personnel est plus crucial que jamais**. Il s'agira de défendre les emplois, les métiers, la qualité des programmes et l'ambition du service public face à des arbitrages qui s'annoncent lourds de conséquences.

## **Cette situation jamais connue nous amène à des questions adressées à la direction Territoriale de France 3 Corse ViaStella**

Au regard des coupes budgétaires annoncées, des réformes structurelles envisagées et des incertitudes qui pèsent désormais sur l'offre de proximité, **quelle trajectoire est prévue en cascade pour France 3 Corse ViaStella ?**

### **Plus précisément :**

- **Quel sera l'impact sur les effectifs** de la station, alors que la direction nationale évoque une poursuite de la baisse des emplois ?
- **Quelles garanties** pouvez-vous apporter sur le maintien d'une offre éditoriale forte, alors que la proximité est explicitement identifiée comme un levier d'économies ?
- **Quel avenir pour la production locale**, notamment les magazines, les documentaires et l'information ?
- **France 3 Corse ViaStella**, « chaîne de plein exercice », en tant que composante essentielle du service public sur le territoire de Corse et plus encore, **sera-t-elle protégée**, ou inscrite dans une trajectoire de réduction similaire au reste du réseau ?
- Enfin, **quelles orientations éditoriales et organisationnelles** entendez-vous mettre en œuvre pour garantir la mission spécifique de ViaStella dans un contexte budgétaire aussi contraint ?

Les élus sont conscients des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui et que nous pourrions rencontrer demain. Mais c'est grâce à un dialogue social transparent et de confiance entre la direction et les partenaires sociaux que, nous n'en doutons pas, la direction présentera un plan de maintien de l'activité globale, solide et rassurant pour l'ensemble des salariés, afin que notre outil de travail continue de répondre aux exigences d'un service public fort, proche des citoyens et ancré dans le territoire.

Ajaccio, le 18 novembre 2025